

M. MacFadden: Je pense que le chiffre de 15 p. 100 serait définitivement trop bas. Je pense qu'il serait beaucoup plus élevé que cela. Mais, comme je l'ai dit, je ne peux pas donner un chiffre exact. Cependant, dans deux ans et demi, l'amortissement spécial sera terminé et nous serons de nouveau assujettis à une assiette d'impôt normale.

Le président: Vous amortissez vos navires à raison d'un tiers chaque année pendant trois ans et cela finit par une somme considérable.

M. MacFadden: Mais depuis environ deux ans, nous n'avons pas construit de nouveaux navires; je devrais aussi signaler que nous n'avons pas amorti le tiers chaque année parce que nous n'avons pas réalisé suffisamment de bénéfices pour amortir le montant complet des déductions pour amortissement; c'est donc pourquoi cette situation se maintiendra pour presque deux ans encore.

Le président: Vous avez reçu des déductions spéciales pour amortissement à l'égard de certains de vos équipements et machines, n'est-ce pas?

M. MacFadden: Oui, c'est juste, monsieur.

Le président: Et il s'agit d'une période de cinq ans?

M. MacFadden: Il s'agit d'une période de cinq ans. Il s'agit d'une période de cinq ans pour les immeubles ou de deux ans pour les machines et l'équipement. Au sujet de l'impôt, nous avons eu droit à plus de déduction pour amortissement que nous avons pu utiliser; c'est donc difficile de faire exactement la part des choses.

Le président: La réduction de vos dépenses ou le fait de tirer parti des déductions pour amortissement a représenté le montant de vos gains?

M. MacFadden: Oui, c'est cela.

Le sénateur Beaubien: M. MacFadden, combien de temps mettez-vous à amortir vos navires, alors? A la place de trois ans, en prenez-vous cinq? Est-ce cela?

M. MacFadden: Nous voudrions les amortir en trois ans, mais nous les amortissons selon nos bénéfices disponibles au Canada.

Le sénateur Burchill: Monsieur le président, j'aimerais que M. Connor parle un peu plus des incitations à prendre de l'extension dans les provinces de l'Atlantique par rapport aux États-Unis. Nous savons quels sont les avantages aujourd'hui, en vertu des lois fiscales actuelles, mais qu'arrivera-t-il si les propositions du Livre blanc sont mises en vigueur?

M. Connor: Je n'ai pas réfléchi à cette question préalablement, Monsieur, mais il me semble que nous serions alors dans une situation à peu près semblable à celle ou nous

sommes aux États-Unis et nous aurions perdu l'avantage relatif qui constitue l'incitation à prendre de l'expansion au Canada. Ceci constitue une réponse non étudiée parce que je n'ai pas examiné les faits avec soin.

Le président: Sénateur Burchill, pourrions-nous laisser cette question à M. Connor et lui demander de s'en occuper et de nous envoyer un supplément à son mémoire supplémentaire?

Le sénateur Burchill: Oui, parce que je pense que c'est essentiel pour nous dans les provinces de l'Atlantique d'avoir une réponse à cette question.

M. Connor: Nous serons heureux de faire cela, sénateur.

Le sénateur Everett: M. Connor, pour revenir à l'argument qu'a fait ressortir le sénateur Phillips en rapport avec votre mémoire, au haut de la page 11, je me demande si vous donneriez au comité, à titre documentaire, plus de détails sur les raisons qui inciteraient des intérêts américains ou étrangers à faire l'acquisition de la société.

M. Connor: Sénateur, il s'agit d'une audience publique et je pense que vous pouvez comprendre que je suis peu disposé à trop approfondir un tel sujet.

Le sénateur Everett: Je comprends.

M. Connor: Je ne sais pas jusqu'à quel point exactement vous voulez que j'aille mais il va de soi que je ne suis pas prêt à trop préciser, sauf pour dire que c'est la sorte de choses qui arrive en affaires, comme nous le savons, tout autour de nous et tout le temps, et que cela nous est certainement arrivé.

Le président: Quel serait l'intérêt pour un acheteur américain de faire une offre d'acquisition en ce moment?

M. Connor: D'une société comme la nôtre?

Le président: Oui.

M. Connor: Je pense que l'intérêt serait considérable. D'abord, nous exportons beaucoup aux États-Unis: 70 p. 100 de notre production est écoulée dans ce pays. Nous avons déjà une bonne affaire dans ce pays: deux grandes filiales. Nous sommes l'une des plus importantes sociétés de pêche commerciale en Amérique du Nord. Nous nous intégrerions remarquablement bien à certaines des grandes sociétés d'alimentation américaines.

Le sénateur Everett: Je pense plutôt à la situation qui existerait, pas nécessairement pour votre société mais pour des sociétés dans une position analogue à la vôtre, si les dispositions du Livre blanc étaient mises en vigueur.

Le président: Ma question était quel était l'intérêt pour l'acheteur américain. Vous n'êtes pas nécessairement tenu de la rappor-